HAÏTI - Trois organisations internationales dénoncent le trafic d'armes qui alimente la violence à Port-au-Prince (Alterpresse)

mardi 10 janvier 2006, mis en ligne par Dial

Port-au-Prince, 9 janv. 06 - AlterPresse - Les organisations Oxfam, Réseau d'Action sur les Armes Légères et Amnistie Internationale dénoncent la violence armée qui continue de faucher des vies à Port-au-Prince, en dépit de la présence de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haiti (MINUSTAH).

Dans un rapport publié ce 9 janvier à Londres, et dont des extraits ont été communiqués à AlterPresse, les 3 organisations déclarent qu'Haïti souffre de l'inefficacité du contrôle des armes pour garantir la sécurité des citoyens face à la violence.

Selon le document, les quartiers pauvres de la capitale sont infestés de groupes armés, fidèles à l'ex président Jean Bertrand Aristide et à des factions politiques rivales, ou de bandes de criminels, qui s'attaquent à la police nationale et aux militaires des Nations Unies.
Le rapport souligne que, seulement dans un centre hospitalier de Port-au-Prince, 1.400 blessés par balle ont été admis entre décembre 2004 et octobre 2005. « Nous continuons à recevoir trois victimes de tirs d'armes à feu par jour, tandis que d'autres blessés vont à l'hôpital universitaire ou perdent la vie », commente le responsable de l'hopital, Ali Besnaci, de Médecins Sans Frontière.
Pour Besnaci, Haïti vit actuellement une situation de « guerre ». Des confrontations se produisent continuellement « entre des bandes (armées) et les forces de paix des Nations Unies », fait-il remarquer.
Le rapport souligne que des organismes de défense des droits humains ont souvent dénoncé des meurtres et kidnappings commis par ces groupes armés, des exécutions extrajudiciaires effectuées par la police ou des victimes causées par des hypothétiques tirs indiscriminés des troupes de Nations Unies.

Le fort taux de violations enregistrées à Port-au-Prince est lié à la prolifération des armes, soutiennent Oxfam, le Réseau d'Action sur les Armes Légères et Amnistie Internationale.

Le rapport met en évidence l'approvisionnement continu en armes provenant de l'étranger, tant de manière illégale depuis la République dominicaine, la Jamaïque, l'Amérique Centrale, le Brésil, l'Amérique du Sud et l'Israël, que de manière légale et illégale des Etats-Unis.

Les organisations demandent aux gouvernements des pays concernés d'assumer la responsabilité de cet approvisionnement en armements et dénoncent le manque de contrôle effectif dans le commerce international des armes.

---

http://www.alterpresse.org/article.php3?id_article=3890